



ARTISANS
DU MONDE

POUR UN COMMERCE
ÉQUITABLE

L'engagement militant

ON A DIT :
"ENGAGEMENT MILITANT"



L'ENGAGEMENT MILITANT

Par Marie-Paule JAMMET & Jean HUET, coprésidents de la fédération Artisans du Monde

édito

Ce qui rassemble les militants d'Artisans du Monde est né en 1974. Ce qui les rassemble n'est pas tant la structure mais des valeurs et un projet. Ce qui les rassemble est un message qui refuse le pessimisme du XXI^{ème} siècle, qui refuse la résignation, la faim dans le monde, les inégalités grandissantes entre les peuples, qui refuse l'exclusion de femmes et d'hommes, qui refuse les atteintes à la dignité et exige le respect des droits de l'Homme. Ce qui les rassemble est une action qui propose un commerce équitable, qui remet l'Humain et son environnement au centre de l'échange, qui mène la sensibilisation des citoyennes et qui interpelle les dirigeants politiques.

38 ans après la création de la première association Artisans du Monde, le monde a changé, mais pas comme les militants du début l'auraient souhaité, ce qui justifie que des individus s'engagent toujours et encore chez Artisans du Monde. Les formes d'injustices ont évolué mais le fond reste le même : l'économie au service de la finance pour l'enrichissement de quelques uns. « Le commerce ne suffit pas pour créer un monde meilleur » comme le soulignait Nelson Mandela lors de la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1998, mais nous pensons qu'il peut y contribuer en étant équitable. C'est en tous cas ce qui justifie notre engagement.

Mais qu'est-ce que « l'engagement » ? Pourquoi milite-t-on ou non ? Ce numéro d'Équité a souhaité donner la parole à différents acteurs engagés qui militent pour la construction d'une société plus respectueuse des droits humains, de l'environnement et de la démocratie. Pour commencer, le regard de deux sociologues nous aidera à comprendre ce qui forge l'engagement : les motivations, les gratifications... Puis, nous nous arrêterons sur différentes formes que prend l'engagement avant de nous plonger dans ce qu'il y a de « militant » dans le commerce équitable.

En espérant que ce numéro d'Équité puisse vous donner l'envie, vous aussi, si ce n'est pas déjà le cas, de passer à l'action.

Bien à vous, citoyennes, citoyens.



Marie-Paule Jammet



Jean Huet

sommaire

LA FABRIQUE DE L'ENGAGEMENT

- Ce qui anime l'individu engagé 3
- L'éducation, levier de l'engagement citoyen 5
- Favoriser le développement de l'esprit critique 6

LA RÉAPPROPRIATION DU DÉBAT PUBLIC

- De Dakar à Tunis, le Forum Social Mondial rayonne sur l'Afrique 7
- Pour le peuple et par le peuple, la naissance du mouvement « Y'en a marre » 8
- Le Forum Social Local : espace de pratique et d'engagement militant 9
- Un Forum Social Mondial étendu en Poitou-Charentes 10
- Zoom sur la campagne « Libérons les élections » 10
- De l'utilité du vote 11

L'ENGAGEMENT DANS LE COMMERCE ÉQUITABLE

- AdM comme Association de Militants 12
- Engagez-vous! 13
- Portraits de militants du commerce équitable 14
- Artisans du Monde, l'engagement et le commerce équitable vus par Starting Block, Attac & Biocoop ... 17
- L'engagement, Artisans du Monde... et vous ? 19

Nous ne naissons pas militant mais nous le devenons. Qu'est ce qui pousse les personnes à s'engager pour une cause, quelle qu'elle soit ? Les travaux de deux sociologues nous montrent que l'engagement naît de la confrontation avec différentes expériences, rencontres et évolue dans le temps, dans sa forme... et n'est pas que don de soi, mais apporte des contreparties - recherchées ou non, des gratifications.

L'engagement peut être éveillé. Former des citoyens, inciter l'action individuelle et collective au travers de « l'éveil des consciences », sont des objectifs de l'éducation au développement. L'action suit la réflexion et elles se nourrissent l'une l'autre. Il faut comprendre pour agir. Deux associations, Artisans du Monde et les Petits Débrouillards, nous présentent leur approche de l'éducation au développement et de ses enjeux.

Ce qui anime l'individu engagé

Entretien avec Dan Ferrand-Bechmann, sociologue, professeure émérite de l'Université Paris 8



Dan Ferrand-Bechmann

Comment peut-on définir l'engagement ?

L'engagement signifie le fait de donner en gage : soi, du temps ou sa réputation. Et les acteurs sociaux qui sont actifs dans des associations ou des groupes d'entraide sont portés par des motivations et des valeurs qui orientent leurs stratégies. Leur engagement jaillit de la confrontation avec d'autres personnes. Il est la conséquence de conflits, de malaises, de mal-être ou seulement de débats que des individus rencontrent. Individus qui prennent alors des responsabilités et affirment des convictions parfois à leurs risques.

Il y a divers degrés d'engagements et divers intérêts selon les convictions et les valeurs : certains s'engagent pour l'écologie, le commerce équitable, dans

une guerre internationale ou civile, pour un équipement dans son quartier, contre l'exclusion, contre la misère ou contre le massacre des bébés phoques. On ne peut pas analyser les engagements comme ayant toujours des buts positifs et vertueux même si les motivations d'engagement sont en général altruistes et basées en particulier sur un sens de fraternité et d'équité. « Dès lors qu'autrui me regarde j'en suis responsable » disait Emmanuel Lévinas...

Bénédicte Havard-Duclos et Sandrine Nicoud proposent une réflexion sur « Pourquoi s'engager ?¹ ». Elles décrivent plusieurs raisons : donner un sens à sa vie, faire résonance à sa biographie personnelle, prendre du plaisir à ren-

contrer de nouvelles personnes, saisir des opportunités professionnelles (notamment pour les jeunes et les demandeurs d'emplois). Ethique, utilité, plaisir, sociabilité sont donc les principales motivations à l'engagement. Le fait d'être concernés directement par un problème est aussi générateur d'engagement. Par exemple, beaucoup de personnes s'engagent dans le secteur de la santé parce qu'elles sont concernées par une maladie². Enfin, on peut aussi introduire ici la notion de mobilisation collective, fortement liée à celle d'engagement : des individus participent à des actions communes pour améliorer la situation des membres d'une collectivité.

Engagement, bénévolat, militantisme sont des termes qui cohabitent. De quelle manière ?

On pourrait aussi ajouter les termes de charité, très présent dans le vocabulaire chrétien, ou celui de solidarité. Dans les représentations communes, l'engagement fait écho à un ou des combats proches du « politique ». Or, le mot « politique » est connoté de différentes manières suivant le parcours,

la trajectoire que l'on a suivi. C'est pourquoi certains bénévoles refusent de dire qu'ils sont militants et engagés. Tandis que des militants engagés refusent de se qualifier de bénévoles alors que par définition, ils le sont. Dans ce deuxième groupe (celui des militants), on trouve des personnes engagées qui

innovent, expérimentent, déploient des stratégies pour contester et faire changer les règlements, les lois ou même les institutions ; ce qui est moins le cas des individus du premier groupe (celui des bénévoles).

1 | Bénédicte Havard-Duclos et Sandrine Nicoud, « Pourquoi S'engager ? », Payot, 2006
2 | Dan Ferrand-Bechmann, « Les bénévoles face au cancer », Desclée de Brouwer, 2011

On entend beaucoup parler d'une évolution de l'engagement...

Oui, les modes d'engagement ont changé. Les acteurs sociaux ne s'engagent pas à vie dans une association. Ils agissent pour un but, puis pour un autre : défendre une cantine scolaire puis un squat, militer contre une discrimination puis contre une autoroute, se battre pour une amnistie puis contre un crime contre

l'humanité. Dans ce cadre là, les études de l'IFOP et celles de Viviane Tchernonog du laboratoire de l'économie sociale montrent la place grandissante des engagements associatifs par rapport à ceux des syndicats et des partis. Néanmoins, même si on observe un phénomène de « zapping » dans les actions réalisées par un individu engagé,

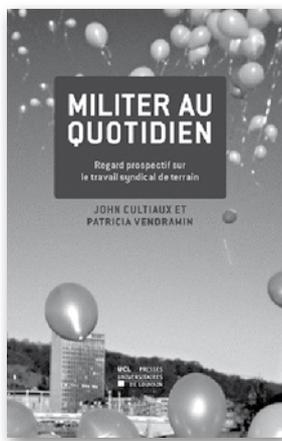
il apparaît que celles-ci ne sont pas divergentes au point de vue politique. Les personnes engagées ont en général des engagements de même couleurs tout au long de leur vie. Elles expriment simplement leur engagement global à travers plusieurs engagements.

Pour aller plus loin : cesol.free.fr

Extraits de *Militer au quotidien* de Patricia Vendramin, docteure en sociologie, publié dans la revue Antipodes



Patricia Vendramin



« Au-delà des propriétés sociales des individus, d'autres incitations conduisent à l'engagement militant, ce que l'on appelle les gratifications ou les bénéfices dérivés de la militance. Chaque militant procède, en partie inconsciemment, à une évaluation personnelle d'un ensemble de coûts et de gratifications qui découlent de sa situation d'engagement.

Gaxie³ analyse les coûts et gratifications de la militance. Ainsi, pour les militants qui occupent des positions hiérarchiques, les gratifications liées à la militance peuvent être, entre autres, le sentiment de puissance, le prestige de la fonction, mais aussi l'estime, l'affection, voire l'admiration des autres militants. Pour les militants de base, c'est d'abord le sentiment d'agir au lieu de subir, d'être en capacité de transformer la réalité, d'avoir une prise sur le monde. Les gratifications concernent aussi la satisfaction morale (agir pour une cause juste), le sentiment de supériorité éthique (sortir de l'apathie face à la dénégation de valeurs universelles), le développement de savoirs et de savoir-faire (par exemple, parler en public, traiter des informations, élaborer un raisonnement), l'affirmation de soi, l'accès à des réseaux sociaux, voire des espaces d'intégration, de loisirs, de convivialité, de fraternité. (...)

Gaxie met également en évidence un effet de déni des rétributions du militantisme, une forme de mensonge à soi-même pour rester en conformité avec une vision socialement acceptable de la militance qui est celle du don de soi et de l'acte gratuit. Militer est vécu comme un acte désintéressé et ce point de vue semble incompatible avec l'idée d'en retirer des bénéfices individuels, fussent-ils symboliques. La justification de l'engagement c'est l'attachement à la cause et non pas des gratifications individuelles escomptées. Ceux qui s'engagent valorisent l'intérêt collectif, la solidarité, le bénévolat ; ils sont motivés par une raison objective qui est la défense d'une cause jugée légitime. Il y a une censure sociale des gratifications liées à l'engagement militant. Reconnaître que l'on retire certains bénéfices (objectifs et/ou symboliques) de son engagement semble socialement incompatible avec des valeurs collectives dominées par le désintéret et l'altruisme. »

Pour aller plus loin : www.iteco.be/Militer-au-quotidien

→ **Adhérent, e** : Membre d'une association, d'un parti politique, etc. d'après le Larousse.

→ **Bénévole** : Celui qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui en dehors de son temps professionnel et familial d'après le Conseil Economique Social et Environnemental.

→ **Militant, e** : Qui lutte, qui attaque, qui paie de sa personne. Qui prône l'action directe, le combat d'après le dictionnaire de l'Académie Française de 1835. Depuis, le terme a évolué et est à prendre au sens figuré. Il qualifie une personne qui agit de différentes manières en faveur d'une cause.



L'éducation : levier de l'engagement citoyen

Par Lise TRÉGLOZE, responsable Éducation de la Fédération Artisans du Monde

Comment devient-on militant(e) ? Celles et ceux qui s'en revendiquent fassent une introspection pour tenter d'extraire les ingrédients qui constituent leur militantisme. « Qu'est-ce qui, dans ma vie, a fait qu'aujourd'hui je passe une partie de mon temps libre à défendre des causes diverses au sein d'associations ? À descendre dans la rue pour m'exprimer ? À consommer différemment ? »

Bien entendu, le chemin de l'engagement est fait de multiples sillons qui s'entrecroisent : une rencontre ici ou là-bas, un professeur, un voyage, un proche engagé, un livre, un débat, un film... Une injustice souvent ! De ces expériences émergent une prise de conscience, souvent mêlée d'affectif, l'envie de dénoncer et de changer les choses mais sans vraiment savoir comment.

On ne devient pas un « bon militant » en dix leçons, et il n'existe pas de formation diplômante ni de métier de « militant ». Pourtant les organisations engagées dans l'éducation au développement et à la solidarité internationale, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, l'éducation à une consommation responsable, l'éducation au développement durable et à l'environnement... ont ce principal objectif dans leurs animations pédagogiques : éveiller le militant qui dort en chacun de nous et lui donner les conditions de se mettre en action de manière pérenne. Pour cela, elles suivent un paradigme : « comprendre, pour agir ».

L'éducation peut-elle favoriser une transformation globale de nos sociétés et en premier lieu des individus qui les composent ? Le débat est lancé entre une éducation « formelle », souvent assimilée à l'éducation scolaire, qui a tendance à éduquer pour nous adapter aux changements intrinsèques de notre

système et à reproduire la société actuelle ; et une éducation « non formelle » plutôt basée sur des pédagogies actives et participatives, et dont l'objectif est le changement de modèle de pensée et des comportements individuels et collectifs, en vue d'une transformation globale de nos sociétés. C'est dans cette dernière que se retrouvent de nombreux mouvements associatifs dont la fédération Artisans du Monde et les membres de la plateforme EDUCASOL⁴.

Quelle est la place de l'éducation dans la construction du militantisme ? L'intervention d'un animateur dans une salle de classe, un centre de loisirs, un lieu de travail, une formation... peut-il être déclencheur et aider à passer du « Il faut faire quelque chose ! » à « J'agis ! » ?

Difficile mission que de vouloir intervenir dans ce cheminement personnel du militantisme, voire même de tenter d'en être à l'origine ! Impossible mission ? À évaluer, sans doute... mais comment ? S'il est difficile d'estimer, par exemple, le rôle de l'éducation à une consommation responsable dans l'augmentation de la consommation de produits issus du commerce équitable en France, on peut

toutefois mesurer qu'un nombre croissant de personnes sont informées, conscientes des impacts sociaux et environnementaux des modes de production et de consommation, et qu'il est moins possible de dire « je ne savais pas » aujourd'hui qu'il y a trente ou dix ans.

Outre son potentiel « pouvoir » de déclencher l'envie d'agir chez un public sensibilisé qui comprend mieux d'où viennent les inégalités qui nous révoltent et comment tenter de les réduire, l'éducation entend favoriser les conditions d'un engagement durable et réfléchi. Elle permet de repenser le sens des actions proposées, et ne pas être qu'une « éducation aux pratiques ».

L'éducation, pour les mouvements militants, est le terreau nécessaire sur lequel pousseront les alternatives. Une éducation qui rassemble et permet le dialogue, la confrontation d'idées et le débat pour continuer d'avancer, ensemble. Une éducation qui questionne et met en perspective pour une constante remise en cause de nos pratiques et de nos modes de pensées. Une éducation qui permet de nous libérer de cet état de peur, d'attentisme, de résignation dans lequel le système actuel dominant tente de nous astreindre.



2^{ème} édition du Week-end de formation en Education au Développement et à la Solidarité Internationale

Pour aller plus loin : www.artisansdumonde.org/education-commerce-equitable/enjeu-education.html

« L'éducation libératrice n'entraîne pas le changement social à elle seule mais il n'y aura pas de changement social sans une éducation libératrice. » Paulo Freire

4 | Plateforme des acteurs d'Education au Développement et à la Solidarité Internationale www.educasol.org

Favoriser le développement de l'esprit critique

Par Marguerite CAPELLE, chargée de développement des événementiels et des partenariats privés de l'association Les Petits Débrouillards Île-de-France

Depuis 1984, les Petits Débrouillards proposent aux jeunes et aux adultes des activités scientifiques et techniques, participent aux débats de société sur l'éducation et la culture, et contribuent au dialogue entre citoyens, scientifiques, société civile et responsables politiques. La démarche des Petits Débrouillards vise à favoriser le développement de l'esprit critique, préalable indispensable à l'exercice de la citoyenneté. Pour cela, elle s'appuie sur des pratiques éducatives à base de pédagogies actives et participatives qui privilégient l'expérimentation, le questionnement et l'investigation.

L'engagement requiert des convictions, des certitudes et des envies, et ne peut qu'être renforcé par une démarche qui privilégie le doute et la remise en question des acquis. C'est donc sur la démarche éducative que porte essentiellement notre engagement. Comment cependant concilier la posture du questionnement et du doute avec les valeurs que portent notre réseau et ses membres ? Comment affirmer la force militante d'une démarche d'interrogation du réel et de la société, se garder de transmettre un discours préconstruit, tout en favorisant la mobilisation des adhérents au sein du réseau, et la participation des citoyens au sein de la cité ? C'est dans l'action de terrain que se traduit ce positionnement propre aux Petits Débrouillards, sous la forme de projets pédagogiques construits en partenariat avec les institutions et le mouvement associatif, avec le monde scientifique, éducatif, et les acteurs sociaux. C'est le dialogue avec ces partenaires qui permet de nourrir et de réinterroger le sens de l'engagement militant pour les Petits Débrouillards et pour ses membres.

L'implication de notre réseau dans les actions de solidarité internationale comme le Forum Social Mondial, ou encore le programme « Une seule planète⁵ » a enrichi notre dynamique et ouvert de nouvelles perspectives. Au contact d'autres militants et d'autres formes d'engagement, chaque membre des

Petits Débrouillards construit ses propres valeurs et ses propres motivations : en ce sens, ces temps de mobilisation sont porteurs de nouvelles dynamiques pour le réseau, et ouvrent des entrées supplémentaires à ceux qui souhaitent s'y engager. Le travail d'appropriation sociale des sciences prend tout son sens en se

nourrissant d'enjeux d'actualité, le lien entre questions locales et problématiques globales s'impose et fait évoluer la démarche. C'est en articulant ainsi une posture spécifique et des apports mutuels que le modèle associatif et les formes de militantisme des Petits Débrouillards continuent à évoluer en permanence.

Pour aller plus loin : www.lespetitsdebrouillards.org



Animation réalisée par Les Petits Débrouillards Île-de-France à l'occasion de la Caravane européenne du bénévolat

LA RÉAPPROPRIATION DU DEBAT PUBLIC

Des crises économiques, sociales et environnementales mondiales, des inégalités et injustices croissantes... Au Nord comme au Sud naissent des contestations qui ont pris de nouvelles formes ces dernières années. Aux côtés des formes d'actions traditionnelles (vote, pétition, boycott, désobéissance civique, manifestations...), les citoyens se sont réappropriés l'espace public pour se faire entendre, débattre et construire des propositions collectives, alternatives, pour transformer la société. Les Forums Sociaux Mondiaux et Locaux, plus récemment les révolutions du « Printemps arabe », le mouvement des « Indignés » (Espagne, Grèce, France...), « Occupy Wall street » (à New-York et dans une centaine de villes aux Etats-Unis), les « Anonymous », le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal sont quelques exemples de ces nouveaux modes d'actions et d'expression de la société civile. Les nouvelles technologies de l'internet ont facilité ces nouvelles formes d'activisme en permettant un accès plus large, plus rapide et pluriel à l'information.

De Dakar à Tunis, le Forum Social Mondial rayonne sur l'Afrique

Par Samir ABI, coordinateur de la Caravane des mouvements sociaux pour le Forum Social Mondial de Dakar

Le Forum Social Mondial (FSM) est un espace de rencontre et de convergence des luttes des mouvements sociaux et ONG en activité de part le monde. Depuis dix ans, cet espace a permis de renforcer et de développer des dynamiques entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud, de l'Amérique Latine à l'Asie en passant par l'Afrique. Que ce soit à Porto Allegre (Brésil), à Mumbai (Inde), à Nairobi (Kenya) ou à Dakar (Sénégal), le FSM réunit des dizaines de milliers de militant-e-s et actrices/teurs sociales/iaux influent-e-s dans leur pays ou dans leur communauté. Le FSM a pour but de créer un espace pour les militants de base en opposition au Forum Economique Mondial de Davos. Il permet également aux mouvements sociaux de se retrouver pour échanger sur les succès et les échecs de leurs actions. Il contribue enfin aux mobilisations en permettant aux organisations de lancer des campagnes communes à l'échelle internationale. En 2003, à l'issue du FSM de Mumbai, l'appel à mobilisation contre la guerre en Irak a ainsi connu un succès historique international. L'année 2011, quant à elle, restera un tournant fondamental dans les mobilisations

africaines vis à vis du Forum Social Mondial. Ceci grâce à deux événements: La caravane des mouvements sociaux pour le Forum Social Mondial et les révolutions au Maghreb-Machrek. La caravane des mouvements sociaux initiée par les réseaux ATTAC Afrique, CADTM Afrique et No Vox visait à mobiliser les mouvements sociaux de migrant-e-s, paysan-ne-s, jeunes et étudiant-e-s... pour le FSM à Dakar. Cette caravane a eu un impact sur l'écho du FSM en Afrique. De l'avis même du Conseil International du FSM, cette caravane a été l'activité la plus innovante ayant conduit au succès du FSM de Dakar. Elle a traversé les villes et villages en Afrique du centre et de l'ouest, du Cameroun au Sénégal, en y animant des activités qui ont attiré entre cinq cent et mille participant-e-s autour de thématiques aussi variées que les inondations, le changement climatique, la dette, la place de la culture dans le mouvement altermondialiste, l'accaparement des terres, la migration, l'exploitation des mines, les femmes dans les prises de décisions économiques. Cette caravane a renforcé la connaissance du mouvement altermondialiste dans les villes et villages et a suscité l'envie au sein

de nombreuses organisations africaines de participer au Forum Social Mondial. Les révolutions au Maghreb-Machrek sont évidemment le deuxième volet des mobilisations africaines de 2011. Le suicide du jeune Tunisien Mouhamed Bouazizi et le mouvement qui en émergea en Tunisie puis en Egypte ont eu lieu très peu de temps avant le début des activités du FSM à Dakar. Ainsi le FSM de Dakar a permis aux mouvements sociaux d'Amérique Latine, d'Asie et d'Europe de comprendre la dynamique des mouvements d'occupation de l'espace sur la place de la Kasbah en Tunisie et sur la place Tahrir en Egypte et de transposer ces mouvements de protestation sur leurs continents. Il apparaissait normal à l'issue du FSM de Dakar que le FSM 2013 se tienne au Maghreb au vu du renouvellement qu'a constitué le « Printemps arabo-berbère » dans les luttes de part le monde en 2011. Cette décision a été actée en mai 2011 à Paris par le Conseil International du FSM. La perspective du prochain FSM au Maghreb remet à l'ordre du jour la nécessité d'une toujours plus grande mobilisation des mouvements sociaux d'Afrique subsaharienne, ce qui

renforcerait les liens avec leurs camarades d'Afrique du Nord, région en mutation et effervescence depuis le déclenchement du « Printemps arabo-berbère ». Certes, un des obstacles à une aussi grande mobilisation africaine qu'à Dakar est le coût du transport en Afrique. En effet la mobilisation à Dakar a été permise essentiellement grâce aux facilités administratives que présente l'Afrique de l'ouest en termes de transport. Le mécanisme d'intégration régional lancé depuis 1975 dans cette région fait de cette dernière la zone africaine offrant le plus de moyen de communication entre les peuples.

Pour palier cet obstacle, renouveler l'expérience du « forum étendu » peut s'avérer nécessaire. En effet au FSM 2011, plus d'une centaine d'échanges à distance (vidéo-conférence, télé-rencontres, streaming, télé-participation...) ont été possible grâce à internet entre Dakar et différentes villes de part le monde¹. Cette nouvelle forme de mobilisation connaît de plus



Le mouvement « Y'en a marre » au Forum Social Mondial de Dakar – ©TotasproD

en plus de succès vu le développement croissant des technologies de l'information au Sud. La nouvelle génération des acteurs sociaux au Sud a en effet démontré ces dernières années leur compétence et leur capacité d'action et de mobilisation

sur les réseaux sociaux du web. Reste donc à faire en sorte que le prochain FSM 2013 en Tunisie donne un nouvel élan aux mouvements militants pour qu'un autre monde soit possible.

Pour le peuple et par le peuple, la naissance du mouvement « Y'en a marre »



Pochette de l'album PCC

Par Lise TREGLOZE, responsable Éducation de la fédération Artisans du Monde

Rencontre le 4 juillet 2011 avec les fondateurs du mouvement « Y'en a marre » : le journaliste Cheikh Fadel Barro, les chanteurs Thiat du groupe Keurgy et Malal Tall dit « Fou Malade ».

« Nous avons l'habitude de discuter de politique, de la situation du pays, de la corruption de notre société et surtout des problèmes des Sénégalais. Et à chaque fois, nous avons le cœur gros d'observer cette situation sans ne rien pouvoir faire. Un jour, nous nous sommes dits qu'il fallait vraiment arrêter de dénoncer sans jamais vraiment mettre la main à la pâte.

Fallait-il créer un parti politique ? Pendant cinquante ans d'indépendance, les partis n'ont jamais su intéresser la majorité des Sénégalais à la gestion de la chose publique. Pourquoi ? Parce que le

système des partis politiques au Sénégal est fait pour tourner autour d'une seule personne qui gère tout le parti à partir de sa poche. On n'entre pas en politique parce qu'on est intéressé par la cité. On entre en politique pour la « belle gueule » du Monsieur qui dirige le parti, ou bien parce qu'il a assez de sous, ou parce qu'il a su bien utiliser la démagogie pour surfer sur l'ignorance de la population pour mieux les abrutir. « Y'en a marre » veut rompre avec ça et amener les gens à avoir une nouvelle conscience politique.

Fallait-il avoir une organisation de la société civile ? Au Sénégal, la plupart d'entre elles sont composées d'intellectuels qui se regroupent souvent dans des salons, qui produisent beaucoup de réflexion sans avoir les outils pour amener les autorités à prendre en

compte leurs préoccupations. Les organisations de la société civile sont souvent déconnectées des masses. Ils peuvent donner des « chartes de bonne gouvernance », des idées sur l'économie, sur la politique, ils peuvent sortir un livre mais ils ne descendent pas sur le terrain. Alors nous nous sommes dits qu'on ne serait pas une organisation classique de la société civile. C'est autour de cela que nous avons voulu créer « Y'en a marre ». Pour dire « y'en a marre » ! C'est compréhensible par tous.

Au-delà de son aspect apolitique et laïc surtout, nous avons voulu que ce mouvement soit une force de propositions, pour amener les sénégalais à assumer pleinement leurs responsabilités dans la conduite de leur pays. A partir de ce noyau dur, nous avons essaimé un peu partout

ce que nous appelons des « esprits y'en a marre ». Ils s'inspirent des réalités de la localité pour formuler leurs revendications mais avant cela, ils s'engagent dans la résolution des problèmes. Cela permet de responsabiliser les Sénégalais là où ils sont, de rompre avec le fatalisme qui veut qu'on attende toujours une main étrangère pour venir régler les problèmes. Notre responsabilité aujourd'hui est

engagée dans la mesure où nos anciens nous ont légué un pays en paix et relativement stable. Nous n'avons pas le droit de l'embraser. Notre ambition, notre idéal, c'est de replacer le citoyen sénégalais au cœur du processus des décisions.

On va faire la révolution par les urnes. En incitant le maximum de jeunes Sénégalais qui sont au nombre de 1 300 000. Si 500 000 se mobilisent, on peut faire

tourner la balan- ce en 2012. Il faut inciter le maximum de jeunes Sénégalais à avoir sa carte d'iden- tité. Qu'ils aillent s'inscrire massivement pour changer véritablement les choses. »

Pour aller plus loin :
yenamarre-senegal.com
Interview complète à visionner sur
bit.ly/GCWZOb par *TotasproD*

Le Forum Social Local : espace de pratique et d'engagement militant

Par Jean-Guy DUFOUR, cofondateur du Forum Social d'Ivry-sur-Seine

Depuis qu'en 2001 a été réuni le premier Forum Social Mondial à Porto Alegre au Brésil, des forums sociaux se sont multipliés à tous les niveaux géographiques et thématiques. Preuve que le forum social « espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées, la formulation de propositions, l'échange d'expériences et l'articulation en vue d'actions efficaces », selon l'article 1 de la Charte des forums sociaux⁷, correspond à un besoin de tous ceux qui veulent promouvoir un autre monde plus humain face aux ravages du capitalisme mondialisé.

À Ivry-sur-Seine (près de Paris), un petit groupe de personnes et d'associations s'est mobilisé en 2003 autour du 2^{ème} Forum Social Européen (FSE). A l'issue de ce FSE, l'enthousiasme était unanime parmi les militants d'Ivry : nous avons découvert la richesse incroyable de cet énorme brassage de volontés, rapidement convergentes sur l'essentiel, à travers une très grande diversité d'expériences, de centres d'intérêts, de générations... Mais nous avons vite constaté aussi que, bien que des milliers de participants aient occupé la

ville pendant des jours, une infime partie de la population locale savait de quoi il retournait. D'où la volonté de développer de façon permanente ce processus prometteur au cœur de la population, bien au delà d'un événement épisodique.

La municipalité a appuyé dès le début cette dynamique en nous prêtant un local central équipé de moyens bureautiques, sans jamais chercher à interférer en quoi que ce soit dans la vie du Forum Social d'Ivry-sur-Seine (FSI). L'aventure du FSI continue depuis lors, avec une quarantaine d'associations très diverses : jeunes, migrants, associations culturelles, sociales, altermondialistes... Il reste strictement un espace de mutualisation de moyens, de rencontres et d'échanges, enrichissant chacun et faisant surgir des projets communs à des associations et personnes (à la seule exclusion de toute organisation politique conformément à la Charte). Chacun y participe au rythme qu'il veut, comme il veut, le temps qu'il veut...

Nous avons à coeur de chercher à fédérer le maximum de forces participantes ou non au processus FSI autour d'événements

publics locaux marquants : délégation et participation active aux Forums Sociaux Mondiaux avec préparations et retombées locales, « alter-parade » et fêtes altermondialistes dans la ville, rencontres et débats, festival du film altermondialiste...

À travers tout cela, la vie du FSI est, par moments, très intense, par moments un peu poussive puis repart très fort... la vie quoi !

Il existe actuellement une bonne soixantaine d'expériences de Forum Social Local (FSL) en France. Ils sont très différents les uns des autres mais essayent tous de faire vivre les buts et principes de la Charte de Porto Alegre. Un réseau des facilitateurs de ces FSL s'est développé pour favoriser la mutualisation d'expériences et la maturation d'initiatives communes à des participants de plusieurs FSL.

Ainsi chaque citoyenne peut constater comment son action locale, aussi infime qu'elle puisse paraître, acquiert une efficacité à la hauteur des enjeux nationaux et mondiaux.

Pour aller plus loin :
fsivry.wordpress.com



Alter parade organisée par le FSI à Ivry-sur-Seine



7 | <http://www.forumsocialmundial.org.br>

Un Forum Social Mondial étendu en Poitou-Charentes

Par Marie-Paule JAMMET, membre d'Artisans du Monde La Rochelle & Marc GUSTAVE, coordinateur régional Poitou-Charente de l'association Les Petits Débrouillards

Dès 2007, des militants des mouvements associatifs de la région Poitou-Charentes ont participé au Forum Social Mondial (FSM) de Nairobi. En 2009, une délégation a participé au Sommet sur le Climat de Copenhague en réalisant quelques liaisons internet depuis Copenhague vers Poitiers et La Rochelle. Cette même année, nous avons initié la première expérience « forum étendu » depuis le FSM de Belém en connectant des participants de la délégation nationale Artisans du Monde sur place avec nos associations locales Artisans du Monde et les Petits Débrouillards en France. En 2011, un travail de près d'un an (en collaboration avec des organisations telles que la coopération décentralisée de Fatick au Sénégal, l'Océanium de

Dakar et l'Université de Cheikh-Anta-Diop) a permis la participation de douze personnes d'organisations hétérogènes issues de la solidarité internationale, de l'éducation populaire, de la culture scientifique ou encore de l'éducation à l'environnement au 11^{ème} FSM qui s'est tenu du 6 au 12 février 2011 à Dakar. Chacun a pu participer à différents ateliers mais aussi à l'organisation d'événements de sensibilisation dont certains en connexion directe avec des acteurs du Sud et du Poitou-Charentes à travers le processus de « Dakar étendu ». Le bilan a été positif. Une vie associative dynamique et dynamisée sur cette expérience, 40 à 50 militants mobilisés, et plus de 700 participants aux actions étendues du FSM en région Poitou-Charentes

lors d'une vingtaine d'actions étendues. Ce processus a permis d'agréger de nombreux acteurs associatifs locaux et régionaux tels qu'Artisans du Monde, le CCFD, la Maison des Peuples et de la Paix d'Angoulême, Le Collectif des Associations de Solidarité Internationale de Bressuire, les Petits Débrouillards Poitou-Charentes, la Coordination des Associations de Solidarité Internationale et des établissements scolaires de la région. Fortes de l'expérience accumulée depuis 2007, les associations de la région Poitou-Charentes continueront ce processus à l'occasion de « Rio+ 20 étendu ».

Pour aller plus loin : fsm.pc.solidairesdumonde.org

Zoom sur la campagne « Libérons les élections »

libérons les élections

Entretien avec Nathalie Péré-Marzano, déléguée générale du CRID⁸



Nathalie Péré-Marzano
©xaetva2012

Quels sont les objectifs de cette campagne ?

« Libérons les élections » est née à l'initiative du CRID et de ses membres. À l'occasion des campagnes électorales présidentielle et législatives, nous voyions se profiler l'imposition dans les discours et médias dominants de thèmes comme l'austérité, la peur, la résignation, la xénophobie... Alors que justement, de notre point de vue, c'est tout le contraire qu'il faut mettre en avant. Même s'il s'agit d'élections nationales, les enjeux de solidarité internationale sont au cœur de ces élections : l'immigration, l'accès aux droits

fondamentaux, la transition économique et sociale... Il était donc pertinent que nous réagissions collectivement car nous étions plusieurs réseaux de solidarité internationale à dresser le même constat. L'idée de « Libérons les élections » n'est pas d'interpeller les candidats aux élections comme cela a pu être fait dans le passé, mais de susciter le dialogue entre citoyens, pour contourner la monopolisation du choix des thèmes électoraux par les principaux médias et partis politiques. Nous visons à faire en sorte que les

citoyens engagés échangent avec d'autres — qui le seraient moins — sur les sujets évoqués précédemment ainsi que sur les possibles leviers de changement. Nous espérons que les médias s'intéresseront à nous et délaisseront quelque peu leur vision « candidatocentrée » des prochaines élections.

Un autre objectif de « Libérons les élections » est d'initier une dynamique autour de ce que signifie la participation citoyenne. Actuellement, la mécanique est la suivante : il y a une élection ;

des candidats se présentent avec un programme, font mine de débattre ; l'un d'entre eux est élu mais n'est pas tenu de respecter ses engagements de campagne ; et on recommence quelques années plus tard. Le milieu militant a été très marqué ces dernières années par le non respect

d'engagement, comme ce fût le cas du Pacte écologique. Nos réseaux observent donc une faille dans le fonctionnement de la démocratie et cherchent à donner une place nouvelle au citoyen. Ce que nous voulons, c'est créer une dynamique pour que le dialogue entre citoyens et élus se

maintienne tout au long des mandatures. Nous pensons que cela pourrait contribuer à sortir des zones d'opacité actuelles, notamment sur la question de la coopération internationale de la France, et à faire émerger des alternatives innovantes.

Quelles formes originales d'action propose cette campagne ?

La première étape aura lieu le 31 mars⁹ à Paris et dans d'autres villes de France. Nous allons nous approprier un espace public pour y réaliser des animations et des actions interactives. Il y aura par exemple la possibilité pour les passants de « vivre » le parcours d'un migrant à travers une mise en scène originale. Il y aura aussi des meetings de rue sur de nombreux sujets et l'affichage

des photos de la campagne « Tous candidats 2012 » organisée par Colibris¹⁰. En milieu de journée se tiendra un temps de convergence entre tous les acteurs. Celui-ci sera suivi d'une phase d'expression artistique autour de cinq sujets : la transition énergétique — à laquelle participera le groupe Tryo — les migrations, la défense des acquis sociaux, la transparence en termes de démocratie et de

dette, la politique extérieure de la France. La suite que nous donnerons à cette journée n'est pas encore connue car nous avons un fonctionnement horizontal. Nos réseaux vont construire collectivement nos actions au fur et à mesure. Ce qui se passera après le 31 mars dépendra donc beaucoup des énergies générées ce jour-là.

Comment s'y prendre aujourd'hui pour redonner aux citoyens le « goût de la politique » ?

Nous faisons le choix de sortir du discours du militant qui cherche à convaincre, à prêcher la bonne parole. Le fait est que les citoyens n'ont pas tous la même conception des inégalités. Nous voulons prendre ceci en compte et nous fonder dans une posture de dialogue et d'enrichissement mutuel. Notre démarche consiste à présenter nos positions certes, mais de les questionner dans un second temps. Ce que nous

voulons, c'est faire prendre conscience à tous les citoyens qu'ils ont le droit de s'exprimer, de demander des comptes. Pour y arriver, nous comptons beaucoup sur les jeux de mise en situation et des actions interactives. Par exemple, ATTAC souhaite proposer à des citoyens de laver une banque au sens propre — et c'est le cas de le dire — du terme afin d'interpeller sur le sujet des banques et de susciter le dialogue.



Militants d'ATTAC lavant une banque

Pour aller plus loin : www.liberonsleselections.org

De l'utilité du vote

Par Lise TRÉGLOZE, responsable Éducation de la Fédération Artisans du Monde

Dans les pistes d'actions évoquées lors d'animations pédagogiques, on retrouve parmi les « consommez bio, local et équitable », « signez la pétition », « devenez bénévole », « informez vos amis »... un simple « VOTEZ ».

Le vote, droit civique fondamental dans une démocratie, est le fruit d'une longue histoire et s'inscrit dans des contextes très différents : obligatoire dans certains pays, pratiqué au péril de sa vie dans d'autres. De nos jours, des centaines de milliers de personnes en France ne votent pas

et n'expriment pas leur avis sur le mode de gouvernement de notre société. Désabusés, déçus, distraits, exclus... les arguments sont nombreux.

Artisans du Monde prend toutefois le parti d'insister sur ce formidable outil qu'est le vote. Car il ne peut y avoir d'équité, de justice, sans droit. Et c'est bien le rôle des représentants, élus par le peuple, d'établir les règles de droit, d'intérêt général, qui régissent nos sociétés.

Il existe de nombreuses façons d'exprimer son avis en démocratie. La citoyenneté ne

peut donc pas se réduire à un devoir civique (le vote) mais celui-ci doit être considéré comme un fondement du fonctionnement démocratique de nos sociétés. Si le choix du parti ou de la liste à élire (ou d'un vote blanc ou nul) relève de chacun(e) ; l'acte du vote est une contribution concrète à l'élaboration collective d'une société démocratique et égalitaire.

Le vote peut être une arme de transformation massive, par exemple dans notre pays où les urnes parlent de manière transparente.

9 | L'entretien a eu lieu le 1^{er} mars
10 | www.touscandidats2012.fr

L'ENGAGEMENT DANS LE COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable, perçu comme une démarche de solidarité avec des producteurs du Sud, est bien plus que cela. Outil reconnu pour permettre le développement économique et social d'artisans et paysans, au Sud comme au Nord, il est aussi un formidable outil de sensibilisation et de mobilisation des citoyens pour le respect des droits humains, de l'environnement...

Cette définition, partagée par les acteurs du commerce équitable, se traduit dans la pratique par des modes d'actions et positionnements différents, suivant la vision qui anime ces organisations. On identifie deux approches. L'une est réformatrice ; elle cherche à transformer petit à petit les pratiques du commerce conventionnel par une augmentation du marché du commerce équitable. L'autre est plus politique ; elle s'appuie sur une filière commerciale alternative et vise un profond changement des règles et pratiques du commerce international au travers une action collective de plaidoyer sur tous les champs des droits humains.

Plusieurs articles nous éclairent sur ce qui anime les militants d'Artisans du Monde, avec le point de vue d'un élu, de salariés et de bénévoles. Un représentant d'une organisation de producteurs, des acteurs du commerce équitable (importateur, distributeur, association de sensibilisation) et des associations d'éducation populaire partagent le pourquoi de leur engagement dans le commerce équitable et portent un regard sur l'action d'Artisans du Monde.

AdM comme Association de Militants

Par David ERHART, responsable des relations avec les producteurs, des campagnes et du plaidoyer de la fédération Artisans du Monde

Dans le paysage du commerce équitable, Artisans du Monde (AdM) tient une place particulière. Cette particularité ne réside pas dans le fait que nous soyons les pionniers du commerce équitable en France. Non, ceci ne fait pas notre particularité même s'il est évident que cela a beaucoup contribué à construire notre identité et donc notre spécificité.

Car, c'est forts de ces 38 années d'expérimentations avec ses réussites et ses échecs que nous avons acquis une conviction profonde : le commerce équitable, s'il veut atteindre son objectif principal de réduction des inégalités, de construction d'une économie plus humaine pour une société plus juste, ne peut se limiter à une simple pratique de solidarité incarnée par l'achat au Nord de produits conçus au Sud. Il doit être porteur permanent de son objectif et doit donc assumer son caractère profondément politique, son caractère de transformation globale ! C'est ainsi qu'AdM considère le commerce équitable. Et c'est l'affirmation de ce caractère politique qui fait de notre réseau un acteur si particulier du commerce équitable.

Cette conviction, qui s'est construite au fur et à mesure de notre expérience, entraîne des choix et des pratiques qui se traduisent par un engagement militant au quotidien.

Si cet engagement militant est particulièrement évident lorsque l'on parle des actions d'éducation ou de mobilisation citoyenne portées par AdM, il faut bien comprendre qu'il est présent dans l'ensemble de nos choix, de nos actions, de notre fonctionnement ! Et c'est ainsi que, des producteurs aux consommateurs (que nous considérons comme des citoyens avant d'être des consommateurs !) en passant par les bénévoles et les salariés des filières, chacun est porteur de cet engagement militant.

Prenons quelques exemples concrets pour illustrer cette réalité quotidienne. Au même titre que d'autres acteurs du commerce équitable, nous travaillons avec des organisations de producteurs. Mais chez AdM, nous les considérons comme des partenaires et non des bénéficiaires. Loin d'être de l'aide du Nord vers le Sud, notre relation de commerce équitable est un partenariat entre des acteurs de changements (dans leurs contextes respectifs) qui s'unissent et se soutiennent mutuellement pour faire avancer un projet commun : construire un commerce mondial équitable et juste où tous les acteurs des filières peuvent vivre dignement de leur travail. Ainsi, dans le simple acte d'achat et de vente de produits, nous proposons un engagement militant...



Militantes d'AdM Bressuire lors d'une Quinzaine du Commerce Équitable

Autre exemple : la construction même de notre mouvement illustre cet engagement militant. Pour lutter contre les inégalités, AdM a choisi le commerce comme levier d'action (parmi d'autres) et en propose une version solidaire et associative, collective et citoyenne. Nous considérons le commerce comme une activité militante, pas comme un outil de profit ; et l'économie, comme un outil de mise en œuvre des droits humains (se nourrir, se loger, s'éduquer, se soigner, se divertir...) et non un outil d'exploitation et d'asservissement.

Et que dire de nos actions d'éducation et de plaidoyer ? Elles sont l'illustration la plus visible de notre engagement militant. Elles sont des outils pour pousser plus loin

la réflexion sur les causes des inégalités mondiales et des dysfonctionnements de l'économie. Des outils qui permettent aux citoyens de s'informer et de se mobiliser pour dénoncer des lois ou des accords injustes et inéquitables, de faire pression sur les décideurs politiques, économiques... Ainsi, vous l'aurez compris, ce qui fait notre

différence, c'est l'engagement qui transpire dans chacun de nos actes, dans chacun de nos choix. Et quel que soit le travail qui est fait au sein de notre mouvement, il est toujours sous-tendu par cette vision militante. Les bénévoles et salariés qui animent la vie associative, ceux qui sont en relation avec les producteurs, ceux qui vendent les produits,

ceux qui assurent la communication, ceux qui gèrent les associations, ceux qui font du plaidoyer ou de l'éducation, tous portent ce caractère militant.

Chez AdM, l'engagement est partout puisqu'il est le fondement de notre projet collectif.

Engagez-vous !

Par Stéphane LE BORGNE, co-animateur de la commission Campagnes et Plaidoyer de la fédération Artisans du Monde

L'objectif n'est pas de paraphraser l'indispensable appel de Stéphane Hessel. Effectivement, il est nécessaire de s'indigner face aux dysfonctionnements extrêmes du monde. Mais passé cette phase d'indignation, l'engagement pour supprimer les causes de nos indignations est fondamental.

Artisans du Monde (AdM), depuis sa création en 1974, s'indigne et s'engage en réagissant concrètement à la pauvreté, par l'ouverture de filières commerciales équitables et en militant pour faire changer les règles économiques mondiales.

Partout en France, 6 300 militants agissent et s'engagent quotidiennement pour faire changer le monde : en permettant la diffusion de produits équitables, en sensibilisant le public aux règles et aux dysfonctionnements mondiaux et en menant des campagnes de plaidoyer. L'engagement chez Artisans du Monde a ainsi toujours concilié la tête et les bras, ou autrement dit la réflexion et l'action.

Artisans du Monde milite ainsi pour une économie au service des droits humains au travers de 3 axes :

→ **Promouvoir des modes de production, de distribution et de consommation soutenables.** Il est absolument nécessaire de changer de paradigme : les crises climatiques, économiques, sociales qui se produisent en cascade sont la preuve éclatante d'un modèle à bout de souffle. La recherche à tout prix du profit maximal pour une minorité ne peut pas être un objectif de développement. Comment lutter pour faire évoluer, ou mieux, pour révolutionner ce modèle ? AdM s'est engagé pour dénoncer mais aussi promouvoir de vraies solutions, non pas

uniquement alternatives mais pleinement substitutives au modèle actuel :

- Lutte contre l'accaparement des terres, contre les agro-carburants, pour les semences paysannes...
- Défense de la souveraineté des peuples (peuples amérindiens, peuple palestinien),
- Campagne pour le droit des travailleurs et une responsabilité sociale et environnementale des entreprises,
- Campagne pour le développement de l'agriculture biologique en France,
- Mobilisation lors du G20 de Nice,
- Réforme de la Politique Agricole Commune (campagne « Soignons la PAC »).



Manifestation anti G20 à Nice

→ **Exiger une régulation du commerce international vers le respect des Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux.** Depuis quarante ans, les acteurs de commerce équitable pratiquent une économie régulée, basée non pas sur un « marché » tout puissant, mais sur un échange juste. Les bénéfices constatés pour les producteurs sont la preuve de la pertinence de ce modèle. Tout naturellement, les positionnements politiques d'AdM conduisent à exiger une régulation du commerce international et plus largement de la mondialisation. Pour cela, il faut soumettre les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce) aux respects des droits humains et à la recherche de l'intérêt

général. Il est également fondamental de lutter contre la financiarisation de l'économie (taxe sur les transactions financières, lutte contre la spéculation, contre les paradis fiscaux...) et d'exiger un cadre international d'investissements (accords de partenariat, traités d'investissement des multinationales...) basé sur des principes démocratiques, qui donnent priorité à l'intérêt public par rapport aux profits privés.

Une des dernières actions militantes d'AdM a porté sur la dénonciation des Accords d'Association entre l'Union Européenne et l'Amérique centrale. En effet, ces accords accentuent la néo-libéralisation des échanges au détriment des services publics et des populations. AdM participe également aux Forum Sociaux Mondiaux, véritables plateformes pour construire d'autres échanges mondiaux.

→ **Défendre un commerce équitable militant.** Pour AdM, être un acteur de commerce équitable, c'est tout sauf être un simple marchand de produits. Les engagements du mouvement visent à promouvoir un commerce équitable basé sur trois dimensions (économique bien sûr, mais aussi politique et éducatif), outil de transformation sociale et sociétale au Sud comme au Nord. Une des actions fortes d'AdM vise à défendre le concept de commerce équitable face aux tentatives de banalisation et de récupération par des acteurs conventionnels et à militer auprès des instances publiques (collectivités locales, nationales, européennes) pour qu'elles s'engagent dans le commerce équitable.

S'engager à Artisans du Monde, c'est militer et agir au quotidien pour une économie au service des droits humains fondamentaux, socle d'une société équitable.

Pour aller plus loin : www.artisansdumonde.org/plaidoyer-commerce-equitable/un-mouvement-militant.html

Portraits de militants d'Artisans du Monde

Marcel Ghesquière,

membre de l'association Artisans du Monde du Boulonnais



Marcel Ghesquière

Quel a été le déclencheur de votre engagement chez Artisans du Monde (AdM) ?

En 2003, j'ai effectué un voyage au Bangladesh avec quatre amis du club photo de Nesles pour réaliser un reportage sur le travail des femmes et des enfants, en partenariat avec une ONG locale. Juste à mon retour, l'association AdM du Boulonnais, alors en construction, cherchait des clichés pour décorer sa toute nouvelle boutique associative. En allant installer les photos, j'ai vu qu'elle militait pour la Palestine en relayant la campagne « Stop the wall ». Déjà sensible à la question palestinienne suite à un voyage effectué en 2001, et fraîchement retraité, j'ai commencé à assurer des

permanences à la boutique.

J'ai toujours été curieux et sensible aux problèmes humains et mondiaux, mes convictions ont trouvé chez AdM un moyen d'agir concrètement par la mise en place d'un modèle alternatif de commerce qui permet aux producteurs un accès à leurs droits et à l'autonomie.

Comment se traduit votre engagement à AdM ?

C'est un engagement politique !

Je n'ai jamais eu envie d'appartenir à un parti puisqu'aucun n'est vraiment complètement en adéquation avec ma sensibilité. J'ai trouvé chez AdM un bon compromis entre mobilisation (boutique associative, événements pour diffuser les

campagnes de plaidoyer d'AdM...) et ligne politique pour plus de justice mondiale, le tout dans la joie et dans la convivialité. Il y a beaucoup de choses à faire à AdM. Cet engagement me permet d'agir dans différents domaines : participer à des marchés, des formations, des assemblées générales, organiser des manifestations, des expositions... et cela reste un plaisir.

Vous définissez-vous comme « militant » ?

Bien sûr ! Pour moi, il s'agit de s'opposer au système de la pensée unique manipulatrice.

Jacqueline Benezech,

membre de l'association Artisans du Monde Paris 9



Jacqueline Benezech

Quel a été le déclencheur de votre engagement chez Artisans du Monde (AdM) ?

Il y a quelques années, je travaillais dans le 9^{ème} arrondissement de Paris et je passais régulièrement devant le magasin AdM. J'ai fini par y entrer, m'y intéresser et devenir une cliente occasionnelle. Lorsque j'ai pris ma retraite, je voulais occuper mon temps agréablement tout en aidant les autres. J'ai donc écrit à AdM et on m'a invité à venir assister à l'assemblée générale. J'y suis allée et je me suis tout de suite senti bien, comme en famille ! Il y avait un petit-déjeuner solidaire, on riait... Voilà comment tout a commencé.

Comment se traduit votre engagement à AdM ?

J'ai commencé par tenir des permanences au magasin. Jusque là, je n'avais jamais rien vendu de ma vie... et je me suis aperçu que j'adorais ça ! Vendre, c'est comme un jeu de séduction. J'aime la convivialité de la boutique, la décoration. Puis, assez vite, j'ai voulu rencontrer des producteurs. Je voulais savoir qui ils étaient et vérifier que l'argent leur était bien versé. J'ai donc organisé plusieurs voyages (au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire...). J'ai aussi souvent reçu des producteurs chez moi lorsqu'ils venaient à notre rencontre. Par la suite, pour aller plus loin dans ce sens, je me suis engagée au sein de la commission

« Partenaires » de la fédération AdM. Ce qui me plaît chez AdM, c'est que nous ne sommes pas dans de la « charité », mais plutôt dans une dimension de « justice ».

Vous définissez-vous comme « militante » ?

Je ne suis pas sûre... Mais je crois que oui quand même : je suis souvent révoltée et j'ai envie de me battre pour que les choses changent. Je n'aime pas le fait d'adhérer à un parti politique et gagner une élection pour le plaisir de la gagner, je préfère adhérer à une cause. Avant AdM, je me suis beaucoup engagée sur la question du droit au logement et celle de la Nouvelle-Calédonie.

« Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puissent changer le monde. C'est même la seule chose qui se soit jamais produite. » Margaret Mead

Delphine Mousnier-Lompré, salariée d'Artisans du Monde Vieux-Lyon



D. Mousnier-Lompré

Quel a été le déclencheur de votre engagement chez Artisans du Monde (AdM) ?

Avant même de savoir quel métier je voulais faire, il me semblait indispensable d'avoir un travail qui ait une utilité sociale. Alors que je me dirigeais vers l'humanitaire, l'association AdM Vieux-Lyon est intervenue dans le cadre de mon cursus universitaire. A cette occasion, j'ai découvert qu'il était possible d'être solidaire sans passer par un chèque qu'on fait à une ONG en fin d'année, mais au quotidien, en payant un produit à sa juste valeur et en se faisant plaisir ! Considérer les pays du Sud comme des partenaires et non comme des « pays pauvres » et valoriser leurs savoir-faire, cela correspondait tout à fait à ma vision de la solidarité !

Comment se traduit votre engagement à AdM ?

Après avoir été bénévole dans le mouvement, je suis maintenant salariée depuis plus de trois ans à AdM Vieux-Lyon. Je suis engagée au quotidien quand je vais travailler : les valeurs que j'essaie de transmettre dans le cadre des actions éducatives, ce sont non seulement celles du commerce équitable mais également les miennes ! C'est donc parce que je suis engagée que je parviens à toucher les jeunes, à avoir les mots justes, je suis sûre qu'ils sentent à quel point mon discours est sincère...

En dehors de mon activité propre, il me semble important de participer à la vie du mouvement que ce soit en venant aux réunions du conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de mon association,

mais également aux réunions régionales et nationales de la fédération AdM. C'est facultatif mais cela me tient à cœur...

Vous définissez-vous comme « militante » ?

Ça, oui ! Pour moi, être militant c'est défendre avec conviction des valeurs et les vivre au quotidien. Et je crois que c'est ce que je fais : en dehors d'avoir un travail « engagé », je suis également au conseil d'administration d'une AMAP, je confie mon argent à la Nef, je consomme bio, local et équitable autant que possible, je limite les achats superflus, je circule essentiellement à vélo...

Portrait d'Augusto Estrella Espinosa, vice-directeur executif de MCCH



A. Estrella Espinosa

Quel a été le déclencheur de votre engagement dans le commerce équitable ?

Mes débuts dans le commerce équitable sont liés à mon entrée à Maquita Cushunchic Comercializando como Hermanos (MCCH), une organisation qui promeut un commerce équitable et solidaire dans le but d'améliorer la qualité de vie de milliers de familles équatoriennes en leur donnant des réponses concrètes pour qu'elles puissent vivre dignement. Nous travaillons pour la construction d'un nouveau modèle économique, social et solidaire qui permet de répondre à l'ensemble des besoins sociaux grâce à la création de richesse, une distribution équitable de celle-ci, tout en assurant le respect des personnes et de l'environnement. MCCH est devenue pour moi une école, une opportunité et

un projet de vie. À travers cette dernière, je m'implique dans une lutte pour un nouveau monde, un monde plus juste et équitable

Vous définissez-vous comme « militant » ?

Oui. Comme un militant (non partisan) impliqué et convaincu de l'impact et des bienfaits du commerce équitable aux niveaux politique et socio-économique. Et comme un militant qui croit en la pratique de la non-violence active.

Que diriez-vous à une personne qui hésiterait à s'engager dans le commerce équitable ?

Tant aux personnes de mon pays qu'à tous les citoyens du monde, je dirais qu'un monde nouveau est possible, mais que sa

construction demande la participation de toutes et tous.

J'ai souvent entendu dire que MCCH était une utopie, mais cela fait déjà vingt-six ans que nous existons et que nous nous développons ! Changer de modèle est donc possible ! Nous avons connu des luttes difficiles, des succès mais aussi des crises. Aujourd'hui, nous travaillons avec plus de 120 000 familles dans le pays et nous leur apportons des solutions concrètes. Tout ceci n'aurait été possible sans l'appui de tous les acteurs du commerce équitable qui permettent une commercialisation plus juste et équitable au travers de relations d'amitié durable et de la création de débouchés commerciaux pour nos produits. Ces produits portent en chacun d'eux un visage humain qui cherche, à travers son travail, à atteindre une vie digne.

Portrait d'Ethiquable

Par Emmanuelle CHEILAN et Stéphane COMAR, coopérateurs associés d'Ethiquable



Assemblée générale des sociétaires

Diriez-vous que votre organisation est une organisation militante ?

Ethiquable inscrit sa raison d'être avant tout dans la création de sens et de richesse sociale où les valeurs de citoyenneté et d'équité sont déterminantes. Nous sommes une organisation engagée et militante tant sur la forme que sur le fond.

Comment se traduit cette démarche militante au sein de votre organisation ?

Sur la forme, Ethiquable est une entreprise coopérative. Ce choix de structure juridique est significatif de notre engagement sur les valeurs de démocratie, d'égalité et de solidarité. Concrètement, nous sommes un groupement de personnes poursuivant des buts économiques, sociaux et éducatifs communs par le moyen d'une entreprise, où le fonctionnement est démocratique et la

propriété collective. Ainsi, tous les salariés sont appelés à devenir sociétaires. Les salariés associés sont majoritaires au capital de la Société Coopérative et Participative (SCOP) et élisent les dirigeants de notre entreprise. Lors des assemblées générales, chacun participe aux décisions stratégiques du projet d'entreprise, quelles que soient sa fonction et sa participation au capital, selon le principe « un homme égale une voix ». Travailler dans une SCOP représente pour nous une autre façon d'entreprendre de façon plus démocratique, plus participative, plus citoyenne. Sur le fond, l'objet juridique d'Ethiquable est le développement du commerce équitable. Nous pratiquons et militons pour un commerce équitable exigeant et au service de producteurs organisés. Pour nous, le commerce équitable de produits alimentaires n'a de sens que s'il soutient l'agriculture paysanne. Il est en effet la voie la plus pertinente

pour le développement de communautés rurales, de leur terroir et de leur écologie. Derrière chacun de nos produits, nous construisons un projet d'autonomisation et de développement avec une organisation paysanne. Projet choisi et mis en œuvre par les producteurs eux-mêmes pour répondre à ce qu'ils estiment être important pour l'avenir de leur communauté.

Quelle vision avez-vous de l'évolution de l'engagement aujourd'hui ?

Notre engagement, outre la promotion de nos convictions profondes, consiste à questionner, sans cesse, notre pratique afin de lui donner du sens. Plus généralement, nous pensons que l'engagement n'est pas un sacerdoce, c'est avoir le choix de pouvoir exprimer ses valeurs.

Pour aller plus loin : www.ethiquable.coop



Délégation FAIR(e) au défilé de la 1^{ère} édition de la FairPride

Diriez-vous que votre organisation est une organisation militante ?

Militante et citoyenne car l'indécence du système actuel, notamment du commerce international, nous pousse à nous rassembler pour défendre les droits universels et proposer des alternatives viables. Acheter équitable est un geste politique qui a un impact très fort sur les conditions de vie de millions de personnes dans les pays du Sud. Nous devons agir en solidarité. Le mouvement Fair(e) fédère 20 associations et 800 militants qui agissent sur le terrain pour un commerce équitable et souhaite mobiliser toujours plus de citoyens.

Comment se traduit cette démarche militante au sein de votre organisation ?

Notre mouvement constitué d'associations

Portrait de FAIR(e)

Par Fanny STAUB, membre du conseil d'administration de FAIR(e)

militantes expérimentées est en pleine construction. Une démarche militante, c'est d'abord une charte qui comprend des valeurs incontournables pour nous : indépendance, transparence et démocratie, coopération et bienveillance, souveraineté, responsabilité sociétale, solidarité... Les acteurs du mouvement agissent au quotidien sur le terrain pour sensibiliser les publics aux enjeux du commerce équitable, mener des actions d'éducation, organiser des manifestations, gérer des partenariats en lien avec les collectivités. Le commerce équitable doit changer d'échelle. Nous devons nous rassembler entre mouvements pour fédérer les citoyens et convaincre les décideurs.

Quelle vision avez-vous de l'évolution de l'engagement aujourd'hui ?

Les formes d'engagement évoluent. Notre société individualiste n'empêche pas la solidarité mais en modifie l'expression. La spontanéité de l'entraide

laisse place à l'engagement dans des organisations locales ou internationales. Il n'y a jamais eu autant de membres d'associations, de bénévoles, de volontaires et d'initiatives économiques solidaires. C'est bon signe ! Mais cela ne suffit pas. Nos engagements doivent être cohérents dans nos actes de consommation (consommer équitable, s'inscrire dans une AMAP et un groupement d'achat plutôt que d'aller au supermarché) mais également dans nos gestes quotidiens, lorsque l'on allume sa lumière, utilise sa voiture, place son argent ou que l'on s'inscrit dans le centre social du quartier... Les crises structurelles actuelles nous imposent une transformation sociale, économique et écologique du local au global. Voilà une belle opportunité de « refaire le monde » collectivement ! La bonne nouvelle, c'est que ce sont les actions citoyennes les plus simples qui sont les réponses les plus pertinentes aux problématiques complexes de nos sociétés. Faisons-nous confiance.

Pour aller plus loin : www.faire-equitable.org

Artisans du Monde vu par Starting Block

Par Claire MALIGE, directrice déléguée aux actions « terrain » de Starting-Block



Animation réalisée par Starting Block

Starting-Block est une association créée en 1998 qui veut encourager les jeunes à prendre un premier départ citoyen, en leur offrant de développer leur réflexion sur le monde qui les entoure et en les initiant à la réalisation de projets collectifs tournés vers les autres.

Quelle image avez-vous d'Artisans du Monde (AdM) et de ses bénévoles ?

AdM milite au-delà des questions de commerce équitable, en faveur d'un monde où l'individu, le producteur, le consommateur retrouvent une place qui a du sens dans un monde interdépendant. Les bénévoles d'AdM sont des militants de longue date, qui ont souvent fait des chemins divers de militantisme avant de se retrouver autour d'une lutte commune en faveur d'un commerce plus juste, respectueux de l'Homme et de son environnement.

Que signifie pour vous l'engagement militant dans le commerce équitable ? Et en quoi AdM incarne cet engagement militant ?

L'engagement militant dans le commerce équitable passe pour moi avant tout par l'éducation : l'éducation à la consommation

responsable, à des pratiques plus justes de commerce mondial et local. Et c'est à mon sens la grande force d'Artisans du Monde : avoir su investir ce champ de l'éducation en créant des outils pédagogiques participatifs, ludiques et innovants pour sensibiliser et promouvoir la réflexion autour des problématiques soulevées par le commerce équitable.

En investissant le secteur de l'Éducation Au Développement et à la Solidarité Internationale (EADSI), AdM permet de poser la question du sens, des conséquences et des interdépendances liées à notre consommation à l'échelle mondiale. En faisant de l'éducation un des trois piliers fondateurs de son action, AdM s'ancre comme un véritable acteur de changement social, car « on n'inventera pas un monde différent avec des gens indifférents » (Under Construction).

Je ne peux donc qu'encourager AdM à continuer à investir le champ de l'éducation car on a besoin de structures qui apportent

aussi bien des réflexions de fond que des outils ludiques pour aborder ces questions.

Que vous apporte cette dimension militante dans votre relation avec AdM ?

Starting-Block est partenaire d'AdM depuis plus de dix ans sur des actions de formation en EADSI. Ainsi, AdM intervient régulièrement lors de nos Week-end d'Échanges et de Formation (WEF), mais aussi pour la co-organisation des formations en EADSI à destination des enseignants ou pour la nouvelle formation « Week-end de formation à l'animation en EADSI » dont nous venons de réaliser la 2^{ème} édition début février à Poissy. Et nous nous retrouverons le 13 mai pour la prochaine FairPride à Paris ! Et pour le 18^{ème} WEF de Starting-Block, les petits déjeuners et goûters seront fournis par... AdM Paris 11-20 ! Vous voyez, on ne peut pas se passer de vous !

Pour aller plus loin :
www.starting-block.org

L'engagement vu par ATTAC



Aurélie Trouvé

Par Aurélie TROUVÉ, coprésidente d'Attac France

Attac est un mouvement citoyen et militant. Qu'est-ce que cela signifie ?

Il y a douze ans se créait Attac sur l'idée d'une taxation sur les transactions financières. Il s'agissait, plus largement, de s'opposer à la domination de la finance. Des dizaines de membres fondateurs (syndicats, associations de lutte contre la précarité, de solidarité internationale,

journaux alternatifs...), dont Artisans du Monde, s'y sont retrouvés. Comme Artisans du Monde, nous tenons à rester autonomes vis-à-vis de tout parti politique. Nous portons dans Attac l'idée que les citoyens doivent se réappropriar l'économie, pour faire en sorte qu'elle soit à leur service et au service de la planète et non pas tournée vers la seule rentabilité des capitaux. Face à la domination de l'idéologie néolibérale, qui place le marché au centre de tout, un énorme travail d'information et de sensibilisation

est nécessaire. Dans cette perspective, Attac agit au niveau local (une centaine de comités locaux sont actifs en France) et au niveau international (puisqu'il existe une trentaine d'Attac dans le monde, le plus important étant en Allemagne), à travers des débats, des films, des forums, des manifestations, des universités citoyennes, des actions de terrain... L'association est aussi un espace de convergences et initie, avec d'autres, des campagnes et mobilisations unitaires, comme face au G20 en 2011 ou à la réforme des retraites en 2010.

Comment se traduit cet engagement dans vos actions ?

Les plans d'austérité qui s'abattent depuis deux ans en Europe sont une offensive sans précédent du néolibéralisme : la dette publique est utilisée pour faire payer la

crise par les salariés, retraités, chômeurs, étudiants... alors même que la crise a été provoquée par la finance et ses acteurs. De nombreux mouvements (Indignés, Occupy Wall Street, Mouvement des places en Grèce...) ont émergé ces derniers mois pour réclamer une réelle démocratie, pour que ce soit les peuples et non les marchés qui dictent les politiques. Ces mouvements rejoignent ce que l'altermondialisme porte depuis plus de quinze ans. Attac a initié le collectif pour un audit citoyen de la dette il y a quelques mois, afin de sensibiliser chacun : « Qui est responsable de la dette

et qui doit la payer ? Si une partie est illégitime car contractée sans la volonté de la population et contre ses intérêts, ne doit-on pas en annuler une partie ? » Ce collectif est présent dans des dizaines de villes et plusieurs pays.

Un autre rendez-vous important pour Attac sera le sommet des peuples lors de Rio + 20 (vingt ans après le Sommet de la Terre) en juin, afin de dénoncer les discours officiels qui seront portés autour de l'« économie verte », qui vise en fait à augmenter les perspectives de profit.

Quelle image avez-vous d'Artisans du Monde ?

Beaucoup de militants d'Artisans du Monde sont aussi membres d'Attac et vice-versa. Ce sont deux formes d'engagement qui me semblent complémentaires, celui à Artisans du Monde permettant d'agir très concrètement pour remettre en cause un commerce fondé uniquement sur la recherche de profits et sur l'exploitation toujours plus importante des travailleurs et des ressources de la nature.

Pour aller plus loin : www.france.attac.org

Le commerce équitable vu par Biocoop

Par Léonard PASCAL, représentant de Biocoop aux conseils d'administration de Solidar'Monde & de la Plate-Forme pour le Commerce Équitable



Léonard Pascal

Biocoop est porteur d'une dimension politique. Qu'est ce que cela signifie ?

Biocoop a été créé il y a plus de vingt-cinq ans par des associations qui fonctionnaient en groupement d'achat pour pallier, à l'époque, la difficulté de s'approvisionner en produits bio. Dès le début, ce choix s'inscrivait dans une démarche globale de transformation de notre monde qui touchait aussi bien l'écologie, l'économie et le social ; le but ultime étant d'arriver à un monde bio et écolo où les rapports économiques et sociaux seraient coopératifs et équitables. S'il y a obligatoirement toujours un certain décalage entre l'utopie et ce qui se réalise, Biocoop a réussi à créer une coopérative de distribution originale qui regroupe tous les acteurs « de la fourche à la fourchette » (320 magasins, 9 coopératives ou organisations de producteurs, une centaine de salarié-e-s et des associations de consommateurs). La progression et le dynamisme de Biocoop démontre que la coopération dans les filières, entre les filières et avec tous les acteurs en lien économique peut être une alternative viable pour réaliser un objectif commun : développer une agriculture bio exigeante dans un esprit de coopération et d'équité.

Comment se traduit cette dimension au sein de votre organisation et

en direction des consommateurs ?

Les magasins, qui sont chaque jour en contact avec les consommateurs, respectent le Cahier des Charges Biocoop composé de quatre conventions : Distribution, Gestion, Social, Ecologique. Ces conventions portent les valeurs de Biocoop. Par exemple : interdiction des arômes non bio dans les compositions, des lécithines non bio s'il y a risque d'OGM, des envois par avion, obligation que le café et le sucre soient obligatoirement issus du commerce équitable... Les produits vendus dans les Biocoop portent donc les valeurs du réseau. De plus, tous les salariés des magasins participent à des formations pour être en mesure d'expliquer aux consommateurs les exigences du Cahier des Charges. Notre engagement est également perceptible à travers nos partenariats établis avec des organisations qui défendent des valeurs communes : Collectifs anti-OGM, Enercoop, Semences Paysannes, Terre de Lien, Plate-forme pour le Commerce Équitable...

Quelle relation avez-vous avec Artisans du Monde (AdM) ? Et qu'y a-t-il de « militant » dans cette relation ?

Pour que notre démarche soit globale, il faut obligatoirement associer la bio, l'écologie

et le commerce équitable aussi bien pour les produits du Sud que pour ceux de nos producteurs du Nord. Dès les débuts de Biocoop, nous avons distribué les produits AdM car cela était logique pour nous. C'est une relation historique car chacun de nous est précurseur dans son domaine ; c'est pour cela et par solidarité que Biocoop a décidé d'acquérir 1 % des actions de Solidar'Monde (centrale d'achats d'AdM) et de siéger à son conseil d'administration.

Quelle image avez-vous d'AdM et de ses bénévoles ?

Les pionniers de Biocoop apprécient la démarche militante des bénévoles et les prises de position du réseau. Les nouvelles générations de responsables de magasin et de responsables de rayons, quant à elles, référencent des produits AdM mais connaissent peu l'histoire de ce réseau. Il serait souhaitable que les bénévoles rendent régulièrement visite aux magasins Biocoop pour expliquer leurs actions militantes qu'ils réalisent et expliquer les « plus » des produits AdM, voire proposer des animations dans les magasins afin d'établir un contact direct avec les consommateurs.

Pour aller plus loin : www.biocoop.fr

L'engagement, Artisans du Monde... et vous?

Quelles principales satisfactions éprouvent les bénévoles dans leur engagement ?

→ Le contact et les échanges avec l'autre	66 %
→ Le plaisir d'être efficace et utile	57 %
→ La convivialité	44 %
→ Le sentiment de changer (un peu) les choses	39 %
→ L'épanouissement personnel	34 %
→ Le plaisir d'avoir fait progresser l'association	29 %
→ Le plaisir de découvrir un univers jusqu'ici inconnu	17 %

Baromètre d'opinion des bénévoles, France Bénévolat et Recherches & Solidarités, 2010

L'anti-mythes !

Une association ne peut pas faire de commerce

Une association peut faire toutes les activités permises par la loi.

FAUX

Une association ne peut pas faire de bénéfices

Une association peut faire des bénéfices mais ses adhérents ne peuvent pas se les partager.

FAUX

Une association ne paie pas les mêmes impôts que toutes les entreprises

C'est le caractère de l'activité et non le statut juridique qui détermine la fiscalité d'une organisation.

FAUX

Les bénévoles prennent la place des salariés

Les associations emploient près d'1 600 000 personnes en France.

FAUX

« Venez ! C'est super ! On rigole bien ! En plus, je suis allé voir nos partenaires au Sud : nous les aidons vraiment. Petit à petit, nous essayons d'instaurer une certaine harmonie entre Nord et Sud. »

Jacqueline, membre d'Artisans du Monde Paris 9



« Evidemment, la tâche est lourde : inventer un autre modèle de commerce !

Ceux qui ont tenté l'aventure en 1974 étaient des utopistes ! Mais aujourd'hui, nous sommes toujours là ! Artisans du Monde est une association aux mille facettes, qui permet d'accueillir une multitude de compétences. Tant par ses missions qui touchent différents univers (les actions de sensibilisation, le commerce en boutique ou sur les marchés, l'organisation d'événements, les partenariats avec les collectivités, les relations avec les médias, le bricolage, l'invention de nouvelles recettes de cuisine...) que par les causes défendues (lutte contre les inégalités Nord/Sud, défense de l'environnement et de la biodiversité, promotion de la consommation citoyenne, défense des droits des femmes, défense des peuples opprimés...). Chacun peut trouver sa place et ses raisons de s'impliquer. Tous les profils sont les bienvenus et peuvent choisir leur façon de participer ! »



Marcel, membre d'Artisans du Monde du Boulonnais

« La vie du mouvement est vraiment intéressante : ce n'est pas qu'une agglomération d'associations locales, mais bien un réseau national rythmé par des débats, des questionnements, des initiatives, et cette dimension enrichit l'engagement. »

Delphine, salariée d'Artisans du Monde Vieux-Lyon





→ **ARTISANS DU MONDE** c'est :

- › **Le 1^{er} réseau de magasins spécialisés de commerce équitable en France animé par des milliers de bénévoles et salariés**
- › Une première association Artisans du Monde créée en 1974 ; depuis 1981, **une fédération nationale de 154 organisations**
- › **Des points de vente** associatifs répartis sur toute la France qui commercialisent des produits **artisansaux et alimentaires** d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie
- › Un partenariat avec **120 groupements de producteurs du Sud**



→ **LE COMMERCE ÉQUITABLE**

- › offre à des organisations d'artisans et de paysans défavorisés, une relation durable fondée sur **une juste rémunération, le respect de l'humain et de l'environnement.**
 - › permet de vivre dignement de leur travail, de **satisfaire des besoins essentiels et de développer des projets sociaux** (santé, éducation, habitat...) dans leur communauté.
- **Artisans du Monde défend un commerce équitable à trois dimensions :**
- › **commerciale**, pour offrir des débouchés et un revenu aux producteurs,
 - › **éducative**, pour mieux informer le public,
 - › **plaidoyer**, pour mobiliser les citoyens en faveur d'un commerce mondial plus juste.
- › Nos magasins sont des lieux de **consommation citoyenne de proximité**, où le public peut **s'informer, s'éduquer et s'engager pour un monde plus équitable.**

Ce bulletin a été réalisé avec le soutien financier du Conseil régional Ile de France et de la Mairie de Paris.
 Les points de vue qui y sont exposés reflètent l'opinion de la Fédération Artisans du Monde et des auteurs des articles, et de ce fait ne représentent en aucun cas les points de vue officiels des partenaires financiers.



Mairie de Paris



Imprimé par l'imprimerie Maugein sur papier recyclé avec de l'encre végétale.



| **Rédaction** : Fédération Artisans du Monde - 44-52 rue George Sand - 94 400 Vitry-sur-Seine
 Tél: 01 83 62 83 93 | Fax: 01 47 70 96 35 | www.artisansdumonde.org
 | **Coordination de la rédaction** : Gérald GODREUIL & Grégoire OSOHA
 | **Maquette** : Nicolas ADET (adnparis@me.com / 01.47.97.45.77)

